





# Vent de changement en Asie

**Rétablissement de la crise de 1997-98, l'Asie est aujourd'hui confrontée aux enjeux de la mondialisation**

*David Burton, Wanda Tseng et Kenneth Kang*

**L**'ASIE, qui est le continent le plus étendu de la planète et abrite près des trois cinquièmes de sa population, a connu une transformation spectaculaire ces cinquante dernières années. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, elle formait une mosaïque de pays pauvres et retardés possédant peu de ressources naturelles et éloignés de la plupart des pays industrialisés. Depuis, de nombreux pays asiatiques, animés par la volonté ambitieuse d'ouvrir leurs économies aux échanges et aux investissements internationaux, ont connu une phase remarquable de croissance soutenue qui a permis de sortir des millions de personnes de la pauvreté et de relever le niveau de vie. Aujourd'hui l'Asie, qui compte 4 des 12 puissances économiques mondiales (Japon, Chine, Corée et Inde) et plusieurs des économies les plus dynamiques, est un moteur essentiel de l'économie mondiale. Malgré le déclin temporaire résultant de la crise financière de la fin des années 90, son redressement rapide et son dynamisme augurent que ce rôle continuera de croître.

Aujourd'hui, le défi majeur pour l'Asie consiste à s'adapter à la mondialisation et à ses vastes retombées sur la structure des échanges, les processus de production, l'emploi et les liens financiers. La mondialisation n'est bien entendu pas chose nouvelle en Asie, région qui a grandement tiré profit de ses relations étroites avec le reste du monde. C'est son accélération qui soulève plusieurs grandes questions :

- L'intégration des marchés financiers a permis une distribution plus rationnelle de l'épargne et de l'investissement, mais elle a aussi accentué les risques liés à la volatilité des mouvements de capitaux et à la contagion financière. Trouver le moyen de réduire les facteurs de vulnérabilité nationaux, de prévenir les crises et de créer des dispositifs de protection internationaux et régionaux face à la volatilité et à l'afflux des mouvements de capitaux demeure un problème fondamental.

- La mondialisation de la production — avec l'essor rapide de la Chine et de l'Inde notamment — a créé de formidables débouchés, mais les économies régionales devront consentir

d'énormes efforts pour s'adapter de manière à en récolter les bienfaits tout en limitant autant que possible les bouleversements qu'elle induit. Le coût de l'ajustement apparaît déjà dans l'aggravation des disparités de revenus, l'écart se creusant entre pays et entre certains groupes et régions à l'intérieur des pays.

- Compte tenu de son poids grandissant dans l'économie mondiale, l'Asie doit jouer un rôle (avec d'autres régions) dans la lutte contre les vastes déséquilibres des paiements courants mondiaux. Des réformes s'imposeront pour que la croissance repose davantage sur la demande intérieure que les exportations. Ce rééquilibrage ne bénéficierait pas uniquement à l'Asie, mais aurait aussi des retombées favorables sur le reste du monde.

Ce numéro de *Finances & Développement* examine certains des principaux facteurs qui ont présidé à la transformation de l'Asie et les défis auxquels celle-ci est confrontée pour se mettre au diapason d'une mondialisation rapide.

## Un démarrage en ordre dispersé

Les pays asiatiques ont pris leur essor à des périodes différentes. Le Japon a été le premier à décoller, après la Seconde Guerre mondiale, suivi des «tigres asiatiques» — Corée, RAS de Hong Kong, Singapour et la province chinoise de Taiwan —, qui, dans les années 60, ont engagé une stratégie de croissance ambitieuse orientée vers l'extérieur. D'autres pays de la région leur ont bientôt emboîté le pas, dont l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande. Plus récemment, la Chine et l'Inde, qui ont adopté des trajectoires de libéralisation différentes, ont enregistré une expansion rapide.

Globalement, les résultats ont été remarquables. De 1950 à 1997, les pays asiatiques ont affiché une croissance annuelle moyenne de 6 %, près de deux fois supérieure à celle du reste du monde et une fois et demie à celle des États-Unis (graphique 1). Ils représentent aujourd'hui un quart environ de l'économie mondiale, en termes de taille comme de croissance économique.

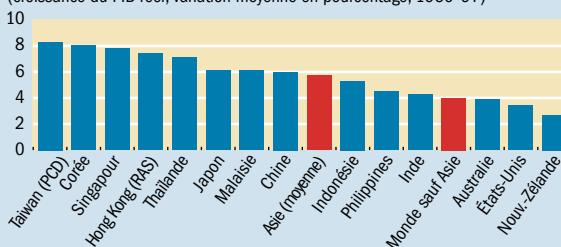
Les échanges ont été la clé de leur réussite. De 1960 à 2005, la part de l'Asie dans le commerce mondial est passée

Graphique 1

## Des pays dynamiques

De 1950 à 1997, les pays asiatiques se sont développés presque deux fois plus vite que la moyenne pour le reste du monde.

(croissance du PIB réel, variation moyenne en pourcentage, 1950-97)



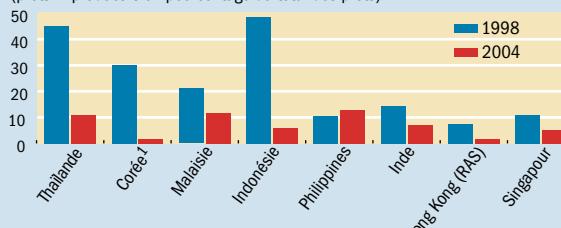
Source : Angus Maddison, 2003, *L'économie mondiale : statistiques historiques* (Paris, OCDE).

Graphique 2

## Créances irrécouvrables

Pendant la crise asiatique, les prêts improductifs atteignirent des niveaux records dans certains pays d'Asie, mais la situation s'est améliorée ces dernières années.

(prêts improductifs en pourcentage du total des prêts)



Sources : CEIC Data Company Ltd et Banque mondiale.

<sup>1</sup>Estimations de la Banque mondiale pour 1998.

de 11 % à 26 %. Les échanges ont encouragé une industrialisation fondée sur la dynamique de l'avantage comparatif : l'agriculture a cédé la place aux industries à fort coefficient de main-d'œuvre et, dernièrement, aux industries à forte intensité capitaliste et utilisant une main-d'œuvre hautement qualifiée. Ce schéma d'industrialisation, en créant des emplois et en augmentant les salaires réels, a favorisé une croissance équitable. Il a également dopé la concurrence intérieure et stimulé le transfert des technologies de pointe.

Les responsables publics asiatiques ont aussi appliqué des politiques macroéconomiques avisées qui ont permis à l'économie de prospérer. Ces mesures se sont traduites par une inflation basse et stable, un faible endettement public, un niveau élevé d'épargne et d'investissement, dans le capital humain et l'infrastructure économique notamment. Les décideurs ont également fait preuve de souplesse en réagissant rapidement à l'évolution de la conjoncture internationale, comme les crises pétrolières des années 70 et 80, et en abandonnant les politiques industrielles infructueuses au profit d'une croissance tirée par le marché.

## Du miracle à la crise, de la crise à la reprise

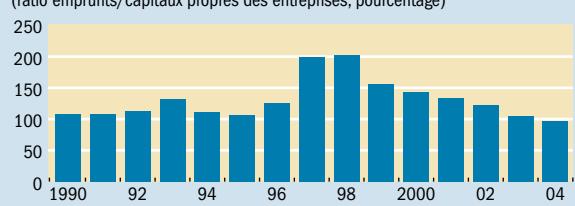
Mais, au début des années 90, l'Asie subit un revers douloureux, la crise financière qui avait frappé la Thaïlande se propageant rapidement dans la région. Le déclencheur immédiat en a été le renversement brutal des mouvements de capitaux

Graphique 3

## Une dette plus supportable

L'endettement des entreprises a été ramené aux niveaux d'avant la crise dans les pays émergents d'Asie.

(ratio emprunts/capitaux propres des entreprises, pourcentage)



Source : FMI, Corporate Vulnerability Utility (indicateurs de vulnérabilité des entreprises).

(à des entrées nettes de capitaux représentant 6 % du PIB en 1995 dans les pays asiatiques touchés par la crise succédèrent des sorties nettes équivalant à 2 % du PIB en 1997, puis à 5 % du PIB l'année suivante), mais la cause fondamentale en était la faiblesse structurelle qui a laissé de nombreuses économies vulnérables au retrait soudain des capitaux. Un secteur financier fragile pliant sous le poids des prêts improductifs, des entreprises lourdement endettées qui surinvestissaient dans certains secteurs, comme l'immobilier, et des pratiques douteuses en matière de gestion d'entreprise ont ébranlé la confiance des investisseurs et exacerbé la crise (graphique 2). De nombreux pays asiatiques, comme la Corée et la Thaïlande, s'appuyaient en outre sur des régimes de change rigides exposés aux désalignements de taux et aux attaques spéculatives.

Les responsables régionaux ont alors entrepris de remédier à ces faiblesses structurelles afin de rétablir la confiance des investisseurs et la croissance économique. Les pays asiatiques ayant pris des mesures énergiques pour restructurer leurs secteurs financiers et privés et libéraliser leurs économies, les investisseurs ont rapidement repris confiance. Les capitaux sont revenus dans la région (graphique 3), ce qui a permis aux pays de reconstituer leurs réserves de change et de rembourser leur dette extérieure, et de devenir ainsi moins vulnérables vis-à-vis de l'extérieur (graphique 4). En définitive, la crise financière n'a été qu'un revers temporaire, de nombreux pays ayant rapidement récolté les bienfaits de leurs vastes réformes et retrouvé un rythme de croissance soutenu.

## Et maintenant?

À l'heure où l'Asie s'efforce de consolider sa reprise, elle se heurte à de nouveaux problèmes stratégiques dus à l'accélération de la mondialisation. Il lui faut trouver le moyen de prévenir les crises, de renforcer l'intégration de manière à accroître la part de la région dans l'économie mondiale, de saisir les occasions qu'offre la rapide montée en puissance de la Chine et de l'Inde, de répartir plus équitablement les bienfaits de la croissance et de contribuer à la résorption des déséquilibres des comptes courants mondiaux.

**Prévenir les crises.** Pour se prémunir contre les crises financières, l'existence d'un cadre macroéconomique solide, caractérisé notamment par des politiques monétaire et budgétaire appropriées, garde toute son importance. Les pays asiatiques ont progressé dans ce domaine, notamment en assouplissant au besoin leur régime de change, comme la Corée et la Thaïlande. Beaucoup ont aussi accumulé des

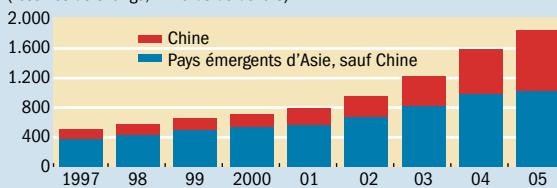


Graphique 4

## Accumulation de réserves

Les pays asiatiques ont amassé dénormes réserves pour se prémunir contre d'éventuels problèmes futurs.

(réserves de change, milliards de dollars)



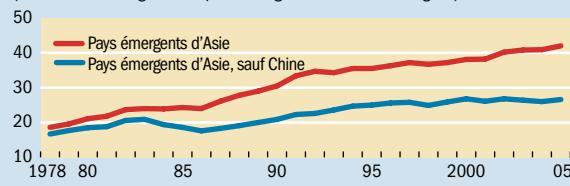
Sources : CEIC Data Company Ltd et estimations des services du FMI.

Graphique 6

## Foyer de croissance

Les échanges commerciaux s'effectuent de plus en plus au sein de la région, surtout avec la Chine.

(commerce intrarégional en pourcentage du total des échanges<sup>1</sup>)



Sources : FMI, *Direction of Trade Statistics* et estimations.

<sup>1</sup>Exportations et importations intrarégionales/total des exportations et des importations de la région.

réserves de change afin de mettre leurs économies à l'abri des chocs. Une autre mesure capitale consiste à ramener le poids de la dette publique à un niveau plus supportable. Depuis le milieu des années 90, la dette publique dans les pays émergents d'Asie a augmenté particulièrement vite puisqu'elle est passée d'environ 40 % du PIB global en 1996 à quelque 55 % en 2005 (graphique 5). On observe une diminution des ratios d'endettement, mais la situation varie sensiblement selon les pays. La période actuelle de forte expansion offre une occasion unique de maîtriser les déséquilibres budgétaires, non seulement pour réduire les facteurs de vulnérabilité, mais aussi en prévision des coûts budgétaires liés au vieillissement de la population asiatique, au Japon et en Chine notamment.

Par ailleurs, de nombreux pays doivent consolider leurs systèmes financiers. Un système financier sain et bien conçu, autre qu'il servirait mieux des économies de plus en plus complexes, améliorerait la résistance des marchés en offrant davantage d'instruments financiers afin de mieux répartir les risques. L'assainissement du secteur financier passe par le renforcement de la surveillance pour parer aux risques systémiques, le développement des compétences en matière de gestion des risques, l'amélioration de la gouvernance d'entreprise afin d'affermir la discipline du marché et la mise en place d'un régime des faillites efficace pour faciliter la restructuration.

**Renforcer l'intégration régionale.** Depuis la crise, les pays asiatiques ont pris des dispositions pour approfondir l'intégration et la coopération régionales. Sur le front commercial, l'Asie a enregistré des avancées remarquables, les échanges intrarégionaux ayant atteint plus de 40 % du total des échanges en

2005 — niveau comparable à celui de l'Accord de libre-échange nord-américain — contre 30 % en 1990 (graphique 6). Cette expansion est en grande partie déterminée par les forces du marché, dont l'intégration rapide des processus de production, en Chine notamment. Par ailleurs, la coopération économique régionale s'intensifie, surtout dans le cadre d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux (ACR), dont le plus récent a été signé en 2005 entre la Corée et Singapour.

L'enjeu consistera à définir les moyens d'utiliser le régionalisme pour développer les échanges, l'investissement et la croissance dans les pays asiatiques. La multiplication des ACR risque de porter préjudice au commerce avec les pays non membres, phénomène connu sous le nom de détournement des échanges. Pour encourager le multilatéralisme au lieu d'y faire obstacle, les ACR doivent s'accompagner d'une libéralisation unilatérale et multilatérale. La baisse des droits de douane limitera le risque de détournement des échanges.

De plus, l'intégration des pays asiatiques dans la chaîne de l'offre régionale s'intensifie et les produits finals sont souvent destinés à l'exportation en dehors de la région. En encourageant les pays à se spécialiser et à échanger davantage de biens intermédiaires, les ACR peuvent stimuler cette intégration. Pour cela, ils doivent concerter tous les produits, comporter peu d'exemptions et énoncer des règles d'origine simples et transparentes pour réduire les coûts de conformité.

Sur le plan financier, les gouvernements asiatiques se sont également efforcés d'intensifier la coopération et l'intégration régionales au travers de l'initiative de Chiang Mai et de la création d'un marché obligataire régional. L'élargissement du dialogue entre pays et des dispositifs de sécurité régionales vient à point nommé dans la mesure où il peut renforcer la surveillance régionale et limiter le risque de crises de liquidités ainsi que leur gravité, et compléter l'action du FMI en faveur de la stabilité financière mondiale (voir encadré). Cela dit, malgré les progrès des réformes, les marchés financiers de nombreux pays asiatiques demeurent relativement sous-développés. Des projets régionaux pourraient impulser des réformes — comme l'harmonisation des lois, des réglementations, des traitements fiscaux et des infrastructures de marché — qui en stimuleraient le développement.

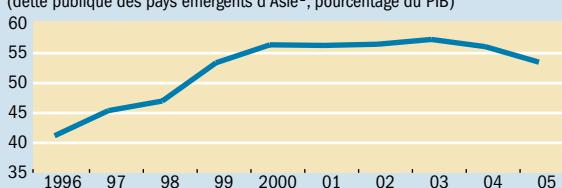
**Exploiter les possibilités offertes par la Chine et l'Inde.** L'essor de la Chine et de l'Inde a amélioré les perspectives de tout le continent. L'émergence de la Chine, à la fois comme réseau de production et marché d'exportations finales, a été déterminante pour le développement des échanges et des investis-

Graphique 5

## Situation maîtrisée?

La dette publique s'est nettement alourdie après la crise asiatique, mais elle est en diminution depuis quelque temps.

(dette publique des pays émergents d'Asie<sup>1</sup>, pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des Perspectives de l'économie mondiale et estimations.

<sup>1</sup>Chine (net), Corée, Inde, Indonésie, Malaisie et Philippines.

## Réformer le rôle du FMI en Asie

Face à la prospérité croissante de l'Asie, comment le FMI peut-il aider au mieux la région? Il est indispensable qu'il approfondisse son dialogue avec ce continent, d'autant que la place de l'Asie dans l'économie mondiale s'est sensiblement élargie et que les événements qui s'y produisent ont des retombées majeures sur le reste du monde.

L'Asie a, pour sa part, besoin d'un FMI puissant pour promouvoir la stabilité financière mondiale. En tant qu'institution universelle, le FMI demeure le principal forum du débat multilatéral et des actions menées à ce niveau; il déploie des efforts considérables pour répondre aux appels des responsables asiatiques qui lui demandent d'orienter ses conseils sur la prévention des crises, d'améliorer la surveillance du secteur financier et de renforcer la surveillance régionale et mondiale. Dans le cadre de sa nouvelle stratégie à moyen terme, le FMI s'efforce actuellement de recentrer sa surveillance économique, de la rendre plus efficace et d'encourager la réflexion sur les marchés financiers et la prévention des crises.

À l'instar d'autres marchés émergents, les pays asiatiques gagneraient à pouvoir accéder aux ressources financières du FMI dans les moments difficiles. Ils ont certes accumulé des réserves substantielles et s'efforcent de resserrer les liens économiques régionaux, mais il est coûteux de détenir des réserves importantes, et les accords financiers régionaux ont leurs limites. La conjoncture financière favorable actuelle a fait un peu oublier le risque de crise du compte de capital, mais elle n'est pas immuable. Le FMI devra donc veiller à ce que ses instruments financiers soient adaptés aux besoins des pays émergents, en Asie notamment, et réfléchir aux moyens de mettre sa capacité financière au service des accords régionaux et des dispositifs de mise en commun des réserves pour faciliter la prévention et la résolution des crises.

Il est en outre primordial que la participation des pays asiatiques aux décisions du FMI corresponde à leur poids grandissant dans l'économie mondiale. Il convient donc de relever le nombre de voix attribuées à certains pays émergents, surtout en Asie. L'augmentation des quotes-parts des pays d'Asie, d'une part, leur garantira une représentation et une participation adéquates au sein du FMI et, d'autre part, renforcera la légitimité et l'efficacité de l'institution dans son rôle de promoteur de la stabilité économique et financière internationale — ce qui est dans l'intérêt de tous les pays.

tissements intrarégionaux. De son côté, l'Inde a aussi connu une expansion rapide à la suite des réformes du début des années 90 et, plus récemment, s'est imposée au premier rang mondial de l'exportation de services même si son influence sur l'économie régionale et mondiale reste encore limitée.

Dans le même temps, la montée en puissance de ces géants a fait craindre une intensification de la concurrence pour les exportations et les investissements étrangers. Ces craintes sont-elles justifiées? Selon une étude récente du FMI, l'envolée de la Chine n'a pour l'instant pas détourné l'investissement direct étranger (IDE) destiné aux autres pays asiatiques, y compris les pays à bas salaires (Mercereau, 2005). Il n'en demeure pas moins que le développement rapide de ces deux pays devrait avoir des répercussions grandissantes sur le reste de la région. Pour exploiter les débouchés ouverts par la Chine et l'Inde, les autres pays d'Asie devront à tout prix assouplir leurs économies de manière à demeurer compétitifs et adaptables.

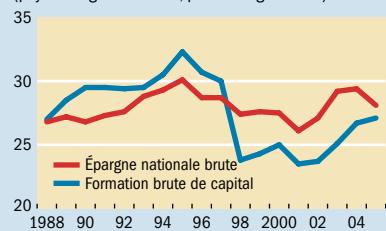
Le développement des marchés financiers et l'assouplissement du marché du travail encourageront le transfert rapide des ressources vers les nouveaux secteurs de croissance reposant sur l'avantage comparatif d'un pays. Des mesures visant à améliorer l'environnement économique, telles que la poursuite de la déréglementation et de l'ouverture de secteurs fermés, dynamiseront l'investissement et l'innovation. Des

Graphique 7

## Investissement insuffisant

L'investissement (en dehors de la Chine) n'a pas encore complètement retrouvé son niveau d'avant la crise de 1997-98.

(pays émergents d'Asie<sup>1</sup>, pourcentage du PIB)



Sources : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale* et estimations.

<sup>1</sup>Hormis la Chine.

politiques éducatives destinées à moderniser les compétences permettront également à la main-d'œuvre de travailler dans de nouveaux secteurs, tandis que le renforcement des dispositifs de protection sociale facilitera l'ajustement des plus vulnérables.

**Distribuer les bénéfices de la croissance.** Si la mondialisation a amélioré les perspectives de l'Asie, les bienfaits de la croissance n'ont pas été répartis équitablement. L'Asie compte encore certains des pays les plus pauvres du monde, et même dans les économies les plus dynamiques, comme la Chine et l'Inde, de vastes régions restent défavorisées et sous-développées. Dans de nombreux pays, y compris les plus développés, comme le Japon et la Corée, l'inégalité des revenus se creuse et la polarisation des économies s'accentue, certains secteurs et groupes ayant pris de l'avance sur les autres.

Pour que les avantages de la mondialisation soient mieux répartis, les pays asiatiques devront procéder à des réformes qui donneront aux groupes et régions les plus défavorisés les moyens de combler leur retard : élargissement des systèmes financiers afin d'améliorer l'accès au crédit et aux assurances, pour les petites entreprises et les travailleurs pauvres surtout; réformes du marché du travail établissant un juste équilibre entre souplesse et garantie d'un minimum de sécurité pour les travailleurs; dispositifs de protection sociale qui encouragent la flexibilité de la main-d'œuvre et, dans certains pays, amélioration du fonctionnement des marchés fonciers afin d'exploiter leur potentiel productif. Des mesures visant à développer l'accès des pauvres aux soins de santé, à l'éducation et aux infrastructures de qualité permettront aussi d'accroître leur apport économique. Enfin, des politiques macroéconomiques prudentes favorisant la stabilité financière peuvent protéger les groupes les plus démunis, qui, en l'absence de patrimoine et d'instruments, sont plus vulnérables aux crises financières.

**Contribuer à la résorption des déséquilibres mondiaux.** Ces dernières années, l'aggravation des déséquilibres des balances courantes mondiales a mis en lumière l'excédent extérieur de l'Asie et le déficit considérable des États-Unis. Bien que l'excédent du compte des transactions courantes dans certains pays



émergents d'Asie et au Japon ait commencé à diminuer sous l'effet de la hausse du coût des importations pétrolières, du renforcement de la demande intérieure et de l'appréciation de la monnaie de certains pays, d'autres mesures s'imposent.

La résorption des déséquilibres est un problème délicat. L'énorme déficit du compte courant américain et les excédents enregistrés en contrepartie en Asie et ailleurs suscitent des inquiétudes, car une correction désordonnée risquerait de freiner la croissance mondiale, de déstabiliser les marchés financiers et de déclencher une vague de protectionnisme dans le monde. Cela serait particulièrement dommageable pour l'Asie, dont le dynamisme repose essentiellement sur les exportations. Il existe une stratégie internationale concertée pour remédier aux déséquilibres, qui appelle les pays affichant un déficit ou un excédent à prendre des mesures pour rééquilibrer la demande. Dans le cas de l'Asie, il s'agit de réformes structurelles visant à doper la demande intérieure et à autoriser un ajustement des taux de change, les mesures requises variant toutefois considérablement au sein de la région. Les adaptations qui s'imposent en Asie aideront aussi à rééquilibrer la demande et à donner une meilleure assise à la croissance de la région.

Dans les *pays émergents d'Asie (hormis la Chine)*, l'excédent tient en grande partie à l'effondrement des taux d'investissement qui a suivi la crise financière asiatique, alors que les taux d'épargne sont demeurés plutôt stables (graphique 7). L'investissement reste modéré malgré les progrès accomplis en matière de restructuration des finances et des entreprises depuis la crise. Selon une étude du FMI, l'une des raisons de cet «assèchement des investissements» serait que les risques semblent s'être aggravés, ce qui traduit peut-être une perception plus réaliste des risques qu'avant la crise (voir page 32).

Comment doper l'investissement? Sur le plan macroéconomique, des politiques judicieuses visant à diminuer l'incertitude resteront déterminantes. Du point de vue microéconomique, l'amélioration de la gouvernance d'entreprise et de la réglementation abaissera le coût de l'activité économique, tandis que le développement du secteur financier contribuera à transférer le risque du secteur des entreprises à l'ensemble des investisseurs. Il permettra aussi de créer de nouvelles structures financières pour appuyer les jeunes entreprises, qui, à mesure que les économies asiatiques gagneront en intensité de savoir et de technologie, prendront de plus en plus d'importance.

Au Japon, depuis le début des années 90, l'excédent du compte courant est associé à la baisse plus modérée du taux d'épargne national au regard de l'investissement global. Le recul des taux d'épargne est lié à des facteurs démographiques et à des mesures budgétaires contracycliques visant à combattre la déflation, l'in-

vestissement étant pour sa part resté bas depuis qu'a éclaté la bulle des prix des actifs. Des réformes structurelles destinées à libéraliser les marchés de produits, à assouplir le marché du travail et à encourager l'entrée d'IDE amélioreront les perspectives de croissance et stimuleront l'investissement privé. Elles amortiront en outre l'effet du vieillissement démographique sur la croissance potentielle.

La *Chine* tranche sur le reste de l'Asie en ce que le taux d'investissement y est élevé et en augmentation — il a atteint 40 % du PIB environ en 2005 (graphique 8). Mais, le taux d'épargne progressant encore plus vite (47 % environ du PIB en 2005), l'excédent du compte courant est monté en flèche. La hausse régulière des taux d'épargne témoigne de l'accroissement de l'épargne publique, des entreprises et des ménages, qui représente désormais quelque 30 % du revenu disponible.

Si la Chine espère rendre la hausse de la consommation plus permanente et équilibrer la croissance à moyen terme, elle devra conduire des réformes dans de nombreux domaines. L'assouplissement du régime de change, qui, en permettant à la monnaie de s'apprécier, dopera la consommation en relevant le pouvoir d'achat des ménages, et la réorientation des dépenses budgétaires vers l'éducation, la santé et la protection sociale (y compris une réforme du système des retraites) seront des mesures macroéconomiques essentielles. La consommation sera aussi encouragée par la poursuite de la réforme des marchés bancaires et financiers, qui créera de nouveaux instruments d'épargne, de crédit à la consommation et d'assurance permettant de diversifier les risques et d'encourager les ménages à dépenser davantage. Dans les régions rurales, des réformes autorisant les agriculteurs à vendre leurs droits d'utilisation des terres aux prix du marché et se servir de leurs terres pour garantir leurs emprunts permettraient aussi de répondre aux besoins financiers des ménages ruraux.

### Tirer parti de cette réussite

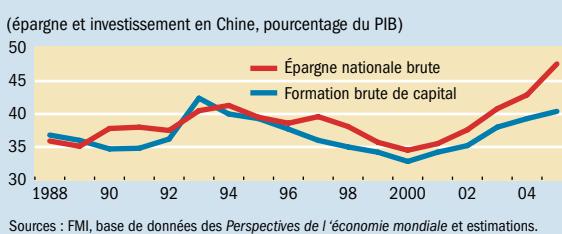
La trajectoire qui a conduit les pays asiatiques à la croissance et à la prospérité ces cinquante dernières années est tout à fait remarquable. De nombreux éléments de cette réussite resteront valables à l'avenir — une politique d'ouverture, le souci de stabilité macroéconomique et la volonté d'adaptation et de réforme face à une conjoncture en pleine évolution.

La rapidité de la mondialisation a créé de nouveaux défis. Pour les surmonter, l'Asie devra poursuivre ses réformes : réduire sa vulnérabilité aux crises; approfondir l'intégration régionale tout en restant ouverte au multilatéralisme; consolider les systèmes financiers et assouplir ses économies afin de tirer parti de la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, et rééquilibrer la demande pour assurer une croissance plus durable. Si l'Asie continue de se réformer et de s'adapter, ses perspectives demeureront encourageantes, et son apport à l'économie mondiale sera encore plus considérable au cours des cinquante prochaines années. ■

Graphique 8

### Surabondance d'épargne

En Chine, la hausse de l'épargne nationale a contribué à l'apparition d'un énorme excédent courant.



David Burton est Directeur et Wanda Tseng Directrice adjointe du Département Asie et Pacifique du FMI; Kenneth Kang est le représentant résident du FMI en Corée.

### Bibliographie :

Mercereau, Benoît, 2005, "FDI Flows to Asia: Did the Dragon Crowd Out the Tigers?" IMF Working Paper 05/189 (Washington: International Monetary Fund).